Janine Puget

Comment transformer l'exclusion en droit de vivre ? Transformer en sujet social la population-poubelle et les sujets jetables

Entrée en matière

Nous sommes ici pour penser ensemble, pour dénoncer, pour témoigner, pour alerter, pour reconnaître les nouvelles pratiques sociales ainsi que pour soutenir la mémoire, une mémoire active, mémoire qui ne soit pas oubli, mais qui permette néanmoins une réflexion ouverte. Le fait que nous ayons affaire à des expériences provenant de pays divers nous permettra de percevoir les pratiques créées à partir de l'effondrement ou de la perte de l'organisation des Etats-nations. Une chose est hors de doute, c'est que le monde des exclus a une place importante aujourd'hui. Le plus urgent sera de nous demander comment transformer les différentes modalités d'exclusion en droit d'appartenir.

Ledit effondrement de l'Etat est en partie dû, dans certains pays, à des manœuvres corrompues instaurées pour réaliser des saccages divers. Est-ce que ce seraient un des signes de l'échec des politiques néo-libérales et le résultat de la mondialisation ?

J'aimerais proposer de penser quel est le statut d'un « faire ensemble » quand il n'y a plus d'Etat, c'est-à-dire quand l'institué, l'organisé n'est plus un soutien de la vie sociale. Notre « faire ensemble » au cours de notre rencontre, ces jours-ci, pourrait nous amener à inventer une manière efficace d'intervenir, afin d'éviter que se répandent, comme s'il s'agissait d'une sorte de transmission radioactive, des politiques d'exclusion, de corruption à différents niveaux, de cruauté déguisée sous des mesures prétendument nécessaires pour soi-disant protéger une partie de la population. Ce terme, celui de transmission radioactive, créé par Yolanda Gampel, devrait rendre compte des effets de cette troisième guerre mondiale, celle des explosions et attaques imprévisibles qui arrivent n'importe où et atteignent n'importe qui, donc une guerre qui se joue hors des frontières d'autrefois.

Comme le dit Marie-Claire Caloz-Tschopp, « le dialogue est fondamental pour l'effort de la pensée » 464. Il est donc probable que nous arrivions à formuler une proposition d'action et que l'expérience de pays sous-développés soit utile pour cette réflexion. Nous n'avons pas les mêmes populations jetables, les mêmes populations-poubelle ; les systèmes d'exclusion ne passent pas par les mêmes frontières ni par les mêmes règles du jeu. Voilà pourquoi nous devrons vivre et travailler avec les différences et les ressemblances qui nous permettront d'aborder des questions afin d'établir une politique d'échanges utiles.

Nous aurons donc beaucoup de questions à nous poser : par exemple de savoir si la perte de consistance ou, comme le pensent quelques-uns, l'effondrement des Etats-nations tels qu'ils furent conçus à une époque donnée, a pu, d'un côté, instaurer l'idée d'un « Etat non Responsable », une entité sans corps, qui a plongé une partie du pays dans une situation chaotique et permis simultanément l'enrichissement météorique de quelques-uns. D'autre part, cette nouvelle situation a favorisé, comme cela se passe dans certains pays d'Amérique du Sud, l'apparition de nouveaux ensembles, de nouveaux espaces sociaux, d'un «faire en commun» qui se propose comme nouvelle force. Ce sont de ces expériences d'un « Commun » que proviennent les nouvelles subjectivités, une nouvelle conscience sociale. Ces ensembles ne remplacent pas, bien sûr, les Etats-nations, mais néanmoins ils sont en train d'acquérir un potentiel de conscientisation sociale non méprisable. Il s'agirait, comme l'a suggéré I. Lewkowicz, qui aurait dû être parmi nous aujourd'hui, de « construire une identité culturelle »465 qui donnera naissance à un Etat dans lequel les nouveaux protagonistes aient une appartenance⁴⁶⁶. Mais il s'agira surtout, comme le dit cet auteur, de se rendre compte que la responsabilité concernant aujourd'hui l'effondrement de l'Etat passe par la possibilité de penser sans supposer que les conditions de régulations métaétatiques sont celles qui règlent le sort de nouvelles entreprises ou de nouveaux engagements (emprendimientos). Il est question de

⁴⁶⁴ Caloz-Tschopp M.-C. 2004,33.

⁴⁶⁵ Il s'agit de la construction d'un autre mode de cadre politique, encore à trouver, qui s'instaure en superposition avec les formes classiques qui émanent des Etats-nations. Car il faut savoir que quand nous parlons, les uns et les autres, de l'effondrement des Etats-nations cela ne veut pas dire que ceux-ci n'ont plus aucune place, mais qu'ils ont perdu ou sont en train de perdre leur place hégémonique.

466 Lewkowicz I. 2003, 36.

penser l'expérience en fonction de ses propres déterminations, sans disposer d'un Moi qui, au préalable, indiquerait comment la penser. Étant donné que nous aurons affaire à des expériences qui n'ont pas d'antécédents, il faudra prendre position en tenant compte de ce qu'engendre l'Etat d'exception (Agamben), donc repérer les espaces d'exclusion, d'une part, et de réclusion, d'autre part, mais aussi ce que ces nouvelles expériences produisent.

« Penser sans Etat » est le titre de ce panel, je dirais : sans un *Institué responsable*, c'est-à-dire, comme le disait I. Lewkowicz, que l'effondrement d'un certain système n'a pas encore produit un nouvel Etat. Peut-être qu'il est question d'un événement sans précédent, comme pourrait le dire H. Arendt, qui devrait être la prise de conscience de l'échec de ces politiques néo-libérales. Les Etats-nations tels que nous les connaissons en Amérique du Sud seraient-ils de l'ordre d'un régime totalitaire, destructeur des forces politiques ? M.-C. Caloz-Tschopp nous parle de la relation entre « la puissance du pouvoir d'action humaine en tant que relation et interaction toujours fragile » 467, et ceci pourrait être précisément une porte d'entrée.

Devons-nous nous attendre à ce que ces Etats effondrés, saccagés, soient ceux qui donnent aux citoyens leur droit d'appartenance, ou bien à que ce soient des nouvelles expériences, celles qui proviennent des populations maltraitées, opprimées, qui souvent meurent de faim, que proviendront les nouvelles subjectivités ?

Le saccage

Au cours du film de Solanas (Mémoire d'un saccage)⁴⁶⁸, nous avons assisté au saccage d'un pays, à la création d'un contexte de violence ouverte et sournoise. Ce que cette expérience a suscité pour une partie de la population peut se lire dans le contexte de la violence : réaction impulsive contre tout ce qui est symbole de l'ordre capitaliste - magasins, banques, établissements d'Etat - ou, au contraire, soumission absolue à l'ordre imposé. Ce qui arriva les 19 et 20 décembre n'aurait pas été imaginable s'il y avait eu un

⁴⁶⁷ Op. cit., p. 36

^{468 (}Au sujet de ce film, voir en fin de ce volume, sous Annexes. Note réd.)

^{469 (}L'auteur parle des événements qui se sont déroulés en Argentine les 19 et 20 décembre 2001. Voir plus loin dans le texte. - Note réd.)

Etat responsable, donc un Etat prenant en charge la protection de la population et des biens du pays. Les manœuvres qui ont abouti au saccage oscillent entre celles d'une mafia organisée soutenue par un gouvernement corrompu et celles dues à une politique néo-libérale internationale qui est en train de changer les règles du jeu du politique et de la constitution du Commun : conjugaison de facteurs nationaux et de facteurs internationaux.

Le film propose un genre de continuité historique; mais cela comporte un risque qui serait de perdre de vue la spécificité de chaque époque étant donné que la société n'est plus la même.

Faut-il penser les événements en essayant de trouver des causes ? Sans aucun doute nous en trouverons plusieurs : la mondialisation, le terrorisme économique, etc. Est-ce que nous nous trouvons face à une nouvelle forme de génocide sournoise ? Nous en connaissons moins les règles que celles qui ont amené aux génocides classiques. Les enfants jouant sur les montagnes d'ordures ne sont-ils pas des productions sociales génocides ? Les personnes mourant dans les hôpitaux faute de médicaments le sont aussi. Mais il sera probablement plus important de trouver quoi faire que de s'attarder à découvrir des causes.

État d'exception et exclusion-réclusion

Je pars de l'idée que les nouvelles productions sociales se situent dans ce que G. Agamben appelle l'État d'exception, qui donne une apparence de légalité aux nouveaux espaces d'exclusion et de réclusion. C'est là que se place une partie de la population déclarée jetable, superflue, ayant perdu le droit d'appartenir et, en conséquence, devenant méprisable et souvent invisible. Au surplus, l'Etat d'exception crée des règles du jeu qui correspondent à un Etat non responsable. En conséquence, il n'y a plus à qui se plaindre ni à qui présenter des réclamations. Le destin d'une partie de la population commence à dépendre d'une entité invisible et introuvable.

Les exclus, les non-existants ne sont pas les mêmes dans tous les pays. Nous pouvons dire qu'ils ne sont pas soumis partout au même régime. C'est pourquoi il faut que nous nous centrions sur quelques-unes des différentes stratégies mises en oeuvre pour transformer des sujets en objets, en marchandises jetables.

Le consommateur : la population superflue

Est-ce que le sujet de la post-modernité est, comme il est habituel de le penser aujourd'hui, un simple consommateur, au surplus un consommateur compulsif? La dictature économique transforme l'Etat en premier consommateur, étant donné que celui-ci consomme une partie de la population et la transforme, de telle sorte qu'elle devient déchet, jetable, superflue. Les consommateurs, suivant la métaphore organique, absorbent les sujets et les transforment en non-sujets, les faisant ainsi disparaître du réseau d'appartenance. Les consommateurs en veulent chaque fois plus : ils souffrent d'addiction.

En ce qui concerne la population-poubelle, celle, par exemple, des exclus du réseau du travail, il est facile de constater qu'un des effets est la perte de la possibilité de se grouper. Ils ne se connaissent pas entre eux et, au surplus, étant donné qu'ils perdent l'accès à un certain bien-être économique, ils souffrent d'un déracinement social pour le groupe familial. C'est pourquoi une manière d'agir, d'intervenir, devrait être la mise en place de pratiques qui puissent aider à la formation de communautés ayant un nouveau statut social. En Argentine, c'est en train de se produire : nous y avons vu apparaître de nouveaux ensembles formés par des personnes, ces non-sujets, qui ont découvert que le « faire ensemble » leur octroie une nouvelle appartenance. Nous savons qu'une des caractéristiques des actions violentes est de produire l'isolement des victimes. Mais il faut aussi se rendre compte qu'il y a des exclus qui par honte ou par handicap ne peuvent même pas se grouper et deviennent alors les vrais exclus.

Amérique latine

Le film de Solanas nous a montré plusieurs formes de violence. En Argentine, les états de violence ont créé à chaque époque des pratiques sociales spécifiques. L'une d'elles, due à la violence d'Etat exercée tout spécialement par la dictature de 1976⁴⁷⁰ sous le signe de l'impunité et de l'arbitraire, fut celle que les *Mères de la*

⁴⁷⁰ Voir Puget J. et al., 1989.

Place de Mai et les Grand-mères, étant le paradigme du potentiel du Commun, du faire ensemble, furent capables de créer : un espace public pour dénoncer les disparitions et soutenir la mémoire des Disparus, les hommes et les femmes reclus pour toujours.

En revanche, en ce qui concerne la violence économique, les nouvelles productions sociales sont de l'ordre de la population d'exclus du réseau du travail. Quelques-uns sont ceux qui meurent de faim, que nous venons de voir dans le film, mais ce sont aussi ceux qui, en partie, sont en train d'essayer de s'inclure d'une autre manière. Leur inclusion n'est pas toujours évidente, mais elle adopte des formes nouvelles. Elle se compose, par exemple, de ce que nous appelons les *cartoneros*. Ce sont des personnes qui travaillent en ramassant dans les poubelles ce qu'elles pensent pouvoir utiliser soit pour manger soit pour vendre.

De nouvelles dénominations s'incorporent au langage quotidien et bien que je puisse essayer de traduire certains mots, il est difficile de transmettre réellement l'idée. Nous avons vu dans le film de Solanas la naissance du groupe nommé les *piqueteros*, constitué par des personnes qui, pour se faire entendre, coupent les routes, font des barrages. Leur vie est interrompue et elles interrompent la circulation.

Vous avez vu aussi les entreprises saccagées, détruites. Aujourd'hui, quelques-unes d'entre elles sont petit à petit occupées ou récupérées par le personnel qui avait perdu sa condition de sujet existant. Mais il arrive aussi que quand l'entreprise est à nouveau mise en route, les anciens patrons essayent de revendiquer leur droit.

A partir du 19 décembre, d'autres communautés ont pris forme : les *Assemblées* qui, à un certain moment, prétendaient être des espaces de discussion des problèmes du quartier⁴⁷¹, les *cantines populaires*, organisées spontanément souvent par des femmes, qui donnent à manger à des enfants, les *micro-emprunts*, qui permettent à une

⁴⁷¹ Il s'agit de la construction d'un autre mode de cadre politique, encore à trouver, qui s'instaure en superposition avec les formes classiques qui émanent des Etats-nations. Car il faut penser que quand nous parlons les uns et les autres de l'effondrement des Etats-nations, ce n'est pas qu'ils n'ont plus aucune place, mais c'est qu'ils ont perdu et sont en train de perdre leur place hégémonique.

certaine partie de la population de se réincorporer dans le réseau du travail, etc.

Puis il y a de petits entrepreneurs qui trouvent moyen de se forger une nouvelle appartenance.

En Europe, il est plus fréquent de se trouver face à une population déclarée non existante qui a trait aux phénomènes de migration, sans appartenance légale et pensée comme étrangère. En Amérique du Sud, en revanche, ce ne sont pas des étrangers mais des citoyens qui tout d'un coup pourraient ne plus « appartenir ».

Mémoire d'un saccage

Le film de Solanas retrace l'histoire de la ruine d'un pays et de la rébellion massive. Nous avons vu des réactions populaires, en quelque sorte dans l'incapacité d'interrompre la chaîne d'actes de saccage, avec, toujours présente, l'imposition violente de la police. Nous avons vu comment une population a décidé du sort d'un gouvernement. C'est ce qui arriva au cours des événements des 19 et 20 décembre 2001. Ce fut surtout l'intervention de la classe moyenne qui se sentait petit à petit déclassée et dépossédée de son appartenance antérieure. Ce fut ce qu'on a aussi appelé le cacerolazo: des gens tapant sur des casseroles. De nouvelles consignes apparurent: « Que tout le monde s'en aille! ». Il faut imaginer ce que renferme cette consigne. Qui est ce « tout le monde »? Ensuite, cette réaction donna lieu à un nouvel espoir. Il était possible de faire quelque chose, de réagir. Mais comme le dit Solanas, un « climat » se crée tous les jours en fonction de ce qui se passe et, bien qu'inquiétant, il ne sera jamais tel qu'on puisse le prévoir : une nouvelle naissance du « Commun », d'un commun responsable. Et j'entends par là la possibilité de donner, de se dépouiller d'un don pour « faire ensemble ». Il s'agirait là du vrai sens de ce que comporte le sentiment de responsabilité qui nous instaure en tant que sujet d'un groupe : celui du « Commun », de la Communitas, comme l'appelle Esposito.

Pourquoi, en Argentine, ceci a-t-il été possible? Probablement la culture qui nous vient de la dictature et des premiers mouvements ad hoc tels que celui des Mères de la Place de Mai et des Grandmères nous a-t-elle donné un modèle. Il est toujours possible de faire ensemble ou en tout cas d'essayer de le faire. Ainsi, des

groupements en grande quantité ce sont formés, dus à la catastrophe économique, à la dévastation de l'Etat et des structures fermées et stables. Mais il y a aussi en Amérique du Sud une tendance à la sociabilité, à la solidarité, qui est spécifique.

Les subjectivités qui se créent dans des situations en état de dispersion, que I. Lewkowicz et Z. Bauman appellent « état fluide », qui appartiennent à la « modernité liquide », n'ont rien à voir avec celles qui émergent des structures telles que les Etatsnations. Ces nouvelles configurations sont déterminées par les circonstances, elles n'ont pas la protection de l'Etat, de l'establishment. Le paradoxe est que leur influence n'est pas telle qu'elle puisse modifier la structure de l'Etat. Elle peut toutefois la limiter.

Mémoire

Solanas nous alerte. Il ne s'agit pas d'un message concernant une réalité qui n'admettait pas de changement et qui ferait des responsables du saccage les triomphateurs. C'est précisément le contraire. Ce sont eux qui sont les vaincus, et les échecs du modèle néo-libéral devraient nous donner de l'espoir. Cela doit être une des raisons pour lesquelles nous sommes réunis ici aujourd'hui.

Bibliographie

Agamben, G. 2003. Etat d'Exception Homo Sacer. Paris.

Bauman, Z. 2004. *La modernidad líquida* (Fondo de cultura Económica junio 2004).

Caloz-Tschopp, M.- C. 2004. Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps. Paris.

Esposito R. 2003. Communitas. Origen y destino de la comunidad.

Puget J. et al. 1989. Violence d'Etat et psychanalyse. Paris.

Lewkowicz I. - communication personnelle.

Lewkowicz I. 2003. Estado en construcción. Tierra verde.